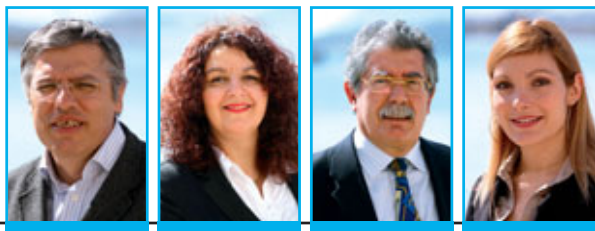




# Faire face à la crise



*Robert Alfonsi,  
Viviane Driquez,  
Lorenzo Matéos  
et Sophie Lebedel,  
conseillers municipaux  
Groupe de la gauche  
toulonnaise*



Nous avons vécu un été marqué par des événements nationaux et internationaux qui auront des conséquences bien au-delà de la période estivale.

**a**insi nous avons eu la confirmation de l'aggravation de la situation économique et sociale de notre pays.

Depuis 1993, c'est la première fois où nous enregistrons une croissance négative (-0.3 %) sur un trimestre. L'inflation que l'on croyait maîtrisée repart à la hausse, (+ 3,6 % sur un an). Le chômage que l'on pensait vaincu redémarre (5<sup>e</sup> mois consécutif de hausse). Ces chiffres qui peuvent paraître abstraits ont en fait de graves répercussions sur la vie de tout un chacun. Dans ce contexte difficile, les politiques locales doivent jouer le rôle d'amortisseur de crise, de bouclier pour les plus fragiles et les plus exposés de nos concitoyens. Les municipalités disposent de moyens pour atténuer le choc de la récession qui s'annonce :

- > Par une politique du logement dynamique, où l'offre répond à la situation sociale des habitants
- > Par une politique de la petite enfance ambitieuse

> Par une politique des transports en commun moderne et adaptée à la crise énergétique et à la défense de l'environnement.

Force est de constater que sur ces trois thèmes notre ville souffre de grands retards. En matière de logement, la municipalité d'Hubert Falco n'atteint que 31 % des objectifs fixés par l'État dans le cadre de la loi SRU. Toulon est pourtant couvert de grues, mais les programmes mis en œuvre par les promoteurs, ne sont pas accessibles au plus grand nombre.

Nous proposons une solution simple et efficace, adaptée à la faiblesse du foncier disponible et mise en pratique dans de nombreuses communes de notre pays : conditionner les permis de construire à quota de 20 % de logements sociaux dans le programme.

Si ce dispositif avait été mis en place ces dernières années ce sont près de 800 logements sociaux supplémentaires qui seraient actuellement à la disposition des nombreux Toulonnais en attente d'un logement social.

Permettre de se loger sans se "ruiner" c'est non seulement répondre à un impératif social, mais aussi favoriser le développement économique et doper la consommation des ménages. Si on considère que 80 % des Toulonnais sont éligibles au logement social, s'emparer de cette question c'est vraiment pour la municipalité être au cœur des préoccupations de ses habitants.

Pour le moment tel n'est pas le cas à Toulon ! ■

**Les élus de la Gauche toulonnaise  
au Conseil municipal**

**Robert Alfonsi,  
Viviane Driquez,  
Sophie Lebedel  
et Lorenzo Mateos**